

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1- Le Conservatoire numérique communément appelé le Cnum constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par Eclydre (www.eclydre.fr).

2- Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam.

Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :

- la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue ([Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - http://cnum.cnam.fr](http://cnum.cnam.fr))
- la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

3- Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :

- les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

4- Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)

5- L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment possible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6- Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteur(s)	[s.n.]
Titre	Arrêts de la cour de cassation
Adresse	Paris : [s.n.], 1828-1830
Collation	1 vol. (28 p.) ; 28 cm
Nombre d'images	32
Cote	CNAM-BIB MET 1624 Res
Sujet(s)	Poids et mesures
Thématique(s)	Machines & instrumentation scientifique
Typologie	Manuscrit
Note	Don du bureau de la métrologie, ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, 2010.
Langue	Français
Date de mise en ligne	13/07/2018
Date de génération du PDF	07/09/2021
Permalien	http://cnum.cnam.fr/redir?MET1624RES

MET 1624 Bes

*Arrêts de la Cour
de Cassation.*



L. Poyon

Extrait du
journal des
Communes
1^{er} Cahier 1829.

Pieds-de-Roi. — Exportation.

NET 100
RES

Il suffit que des mesures, dites pieds-de-roi, soient trouvées dans un magasin, non encore poinçonnées ou vérifiées, pour qu'on doive appliquer l'art 479, § 5, Cod. pén.

On ne peut admettre pour excuse de la contravention, que ces mesures étaient destinées à l'étranger.

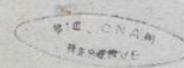
La cour de cassation la jugea par arrêt du 9 aout 1828 —

ainsi concé : —

La Cour. — Du fait 479, § 5, Cod. pén. qui punit de l'amende de 11^{fr.} à 18^{fr.}, ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques &c^o ;

— Du la Loi du 1^{er} vendémiaire an 4, relative aux poids et mesures, ainsi que les arrêtés faits pour l'application de cette loi ; — Du l'art. 1^{er} de l'arrêté du 13 brumaire an 9, et l'art. 2 de la loi du 29 prairial an 9 ; — Attende quant aux pieds, mesure ancienne, trouvés chez Grangeon et Peyron, — qu'il résulte de l'ensemble des dispositions ci dessus rappelées, que la mesure ancienne doivent être considérées comme fausse et illégale, lorsqu'elles se trouvent dans les magasins, boutiques et autres lieux de débit ; qu'il résulte d'un procès verbal régulier, qu'un paquet de pieds dits de roi, ancienne mesure, a été trouvé exposé sur un des rayons du magasin des dits Grangeon et Peyron ; — attendu que des lors les dits Grangeon et Peyron étaient passibles de la peine prononcée en l'art 479, § 5, Cod. pén. et qu'en refusant d'appliquer cette peine, le tribunal de police de Lyon a contourné aux dispositions du dit article.

Ce qui touche les paquets de pieds de roi, non poinçonnés — trouvés aussi sur un rayon du magasin des dits Grangeon et Peyron ainsi que cela résulte du même procès verbal ; — attendu qu'en terminer de l'art 2 ci dessus rappelé, de la loi du 29 prairial an 9, la vente des mesures non vérifiées et non poinçonnées est formellement interdite ; que des lors Grangeon & Peyron ne pouvoient exposer dans leur magasin, ou boutique, les pieds dont il s'agit qu'après les avoir fait jûment vérifier et poinçonnés ; que l'arrêté du préfet du Rhône, du 8 mai 1828, qui accorde un décret pour la Vérification des poids et mesures, et donc Grangeon & Peyron ont exécuté, n'est relatif qu'au poinçonnage annuel des poids et mesures déjà vérifiés, et non au poinçonnage primitif qu'ils doivent exécuter.



2

avant l'être employés ou vendus par le fabricant; — attendu que
ces mesures non prises commettent, n'offrant aucune garantie légale, Doivent
être réputées fausses mesures, aux termes de l'art 479, § 5. Code pén.
ci dessus rappelé; lorsqu'elles ont été trouvées dans des magasins
ou boutiques, et que, sous ce second point de vue, le tribunal de
police de Lyon est contourné encore aux dispositions du Dit article.
Par ce Motif cassé le jugement du tribunal de police de
Lyon, Du 28 mai de l'An.

Arrêté comme
le précédent
avant.

Arrêté municipal - Chaudielles - Mesure.

Le Secrétaire d'avoir mis en vente des paquets de chaudielles
qui n'avaient pas le poids indiqué par le réglement, ne peut
être excusé, sous prétexte que d'autres paquets ne pesaient pas
pas le même défaut, ou que la chaudielle avait pu perdre de son
poids, ou que les défauts étaient peu considérables, ou, enfin
que dans la fabrication de la chaudielle il est difficile d'atteindre
précisément un poids déterminé.

Ainsi jugé le 20 juin 1828, par Arrêt de la Cour de Cassation,
en ces termes:

LA COUR; — que l'art 3. tit. II de la loi du 24 avril 1790
qui confie à l'autorité municipale l'inspection sur la fidélité du
poids de denrées qui se vendent aux poids, à la hauteur & à la mesure
— que l'art 46 du titre 1er de la loi du 22 juillet 1791, le art 69
du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle; — attendu que
le tribunal de police Doivent réprimier toute la contrefaçon portée
aux règlements faits par le pouvoir municipal dans l'ordre de ses
attributions et de ses devoirs; qu'il ne peut pas méconnaître ou modifier
les dispositions de ces règlements sans violer le loin qui régulent les
attributions respectives de l'autorité judiciaire & de l'autorité administrative
— attendu, en fait, qu'il est établi par un procès verbal régulier
par le juge de l'arrondissement de Delarue et Lecomte, prévenus, et par le
jugement attaqué, que ces prévenus ont, l'un fabriqué, et l'autre
mis en vente, au mépris de ce règlement, un résultat me
contremis manifeste qui les rendaient passibles des peines de
police déterminées pour la loi; — attendu, néanmoins, que le

3.

tribunal de police de Paris, dans son jugement du 22 avril de ^{ce}
J'est absteint de reconnaître et de réprimander cette contravention,
je n'interprète que l'autre précepte de Chaudette, fabriquer ou im-
en vente pour la prévention, ne présentant pas le même déficit,
que la chaudière qui est une marchandise molle, peut se
détruire facilement et perdre de son poids; que les déficits
renommés ne paraissent pas assez considérables pour établir une
contravention; que la Chaudette se faisant dans des moules,
il est difficile de trouver le poids juste exigé par l'églement
— En quoi le tribunal de police a admis d'abroger non
autorisé par la loi, et a violé, par la suite, l'article 89 du
Code pénal; en quoi il a modifié l'églement de police
précité, en se livrant à des considérations qui ne figuraient
pas être bien certaines et appuyées lors de la rédaction de
ces églements, et a, en conséquence, franchi les
limites de sa juridiction et enfreint la disposition de la
loi qui sépare le pouvoir judiciaire du pouvoir
administratif; en quoi, enfin, il a violé la loi
du 24 aout 1790 et 22 juillet 1791, ainsi que l'art 161
du Code d'instruction Criminelle;

— Attendu qu'il impose de maintenir la sécurité et la
stricte exécution du règlement contre les fabricants et débiteurs
qui feront tout pour surprendre la bonne foi et abuser
de la sécurité des consommateurs;

Cas de le jugement du Tribunal de police de Paris
du 22 Avril de ^{ce}

Extrait du
journal des Cœurs

Mois de Juin 1828.

2^{me} Cahier.

Point et Mesure ancien.

Sont regardés comme faux tous les poids et mesures anciens,
lorsqu'ils sont trouvés dans les ateliers, magasins, boutiques,
hôtels, et marchés.

Part. Art. 479, § 1^{er} du code pénal, est la seule loi applicable
à cette contravention.

C'est ce qu'a jugé un arrêt de la cour de cassation du 19 février
1828, in ce sens.

Sa Majesté, vu le article 429, 479, §. 3 et 6, code pénal,
 vu aussi le article 6 et 11 de la loi du 1^{er} vendémiaire an 11, -
 vu également les proclamations et arrêté du gouvernement, faits
 en exécution de ladite loi, le 27 pluviôse an 6, 19 germinal
 et 11 floréal an 7, - considérant que, d'après ce lois, proclamations
 et arrêté, tous le poids et mesures anciens et illégaux, sans considération
 comme faux poids et fausse mesure, lorsqu'ils se trouvent dans les
 boutiques, magasins, ateliers, maisons de commerce, foires, halles
 et marchés, - que c'est à ce disposition, non abrogée, et
 d'autre part indispensable, pour ne pas rendre l'exécution du
 nouveau système illusoire, que l'application le §. 3 de l'article
 479, code pénal, dans lequel le mot : faux poids et fausse
 mesure, désignent tous le poids et mesures illégaux quelconques,
 que le dit §. 3 comprend donc tous les marchands qui auraient
 conservé dans leurs boutiques et magasins des poids et mesures
 anciens, - et attendu dans l'espèce, qu'il a été saisi, dans le
 magasin de la veuve Misplet, épicière à Dax, deux mesures
 anciennes, servant à la vente de l'huile, - qu'il a été également
 saisi, sur le comptoir de la boutique du sieur Guillaume,
 épicier dans la même ville, une mesure et trois poids anciens, -
 que ces marchands se trouvaient donc dans le cas de l'application
 du §. 3 de l'art. 479, code pénal, et qu'ainsi l'amende à prononcer
 contre chacun devait se poursuivre aux termes du dit article, et
 audessous de 11 f. - que néanmoins, le tribunal de police de Dax
 n'a pas condamné qu'à 1 f. d'amende, en se fondant sur la
 loi de 24 aout 1790, rapprochée de l'arrêté du Préfet du
 département des Landes, du 17 février 1824, qui ordonne à tous
 particuliers ayant des poids et mesures différents de ceux
 établis par la loi, de les déposer dans le vingt quatre heures
 à la mairie, - que la vérité, le dit arrêté doit être classé parmi
 les règlements portant sur un objet de police, spécifié dans l'art.
 de l'art. 3 du titre 11 de la loi du 24 aout 1790, et que l'arrêté
 l'art. 3 du même titre, et les modifications qui y ont été faites

Par le ^{600^{et} art f du même titre l'art. 606, du code du 3 brumaire an 4, les contraventions à ce sort de règlements ou de lois doivent être punies que d'une amende égale à la valeur d'une à trois journées de travail, ou d'une emprisonnement d'une à trois jours ; mais que ces dispositions générales ne peuvent s'appliquer aux contraventions de police, nominativement prévues et punies par le code pénal, que ce code, indépendant de tous règlements et arrêtés administratifs, doit être exclusivement appliquée par les tribunaux ; - qu'il sera fait donc qu'en ne condamnant les prévenus qu'à un s. d'amende, le tribunal de police de Das a faussement appliqué la loi du 24. aout 1790, et fermement violé l'art. 479 du code pénal - casse. 80}

Extrait comme
Le précédent

Poid.6 — Poinçon.

Sont rejetés sauf le poids où les mesures non poinçonnées qui se trouvent dans le boutiques des marchands.

Le 20 mai 1829, la cour de cassation, l'a ainsi jugé :

La cour, - vu le arrêté du gouvernement, rendus en exécution
du nouveau système du poids et mesure, du 27 pluviôse an 5,
19 germinal et 11 Thermidor an 7, d'après lequel doivent
être rejetés faux les poids et mesures non poinçonnés qui
se trouvent dans les boutiques et magasins des marchands;
vu aussi l'art. 479. du code pénal; - considérant qu'il a été
reconnu, en fait, par le tribunal de police du canton de Dol,
que les nommés Lemonnier, manfrais, ^{Le} Sizaret et Cotte,
marchands bouchiers, et la veuve Morel, marchande épicière
ont en respectivement dans leurs étaux et boutiques des poids
et mesures dépourvus de la marque du poinçon servant
à en constater la légalité, - que ces poids et mesures devaient
donc, relativement auxdits marchands et indépendamment
de toute autre vérification, être considérés comme faux poids et

fausse mesure, et conséquemment donné lieu à l'application de peine de police portée par le dit article 479; que le renvoi des dits marchands de l'action du ministère public, que le tribunal de police de Bobl a ordonné par ses cinq jugements par lui rendus le 14 Décembre 1834, est donc une violation formelle de l'art. premier du code pénal; celle

Extrait Du
Journal Du
Mois Décembre 1834

Feu Cabier

Poids et mesure. - Procès verbal excuse.

Le procès verbal par lequel un commissaire de police constatait avoir trouvé chez deux débiteurs des poids et mesures contraires au nouveau système, ne peut être détruit par la simple déclaration des contrevenants qu'ils ne sont pas débiteurs, et que le objet trouvé chez eux ne sont pas des poids et mesures.

Le 3 juillet 1834, le commissaire de police constata par un procès verbal, avoir trouvé chez le veuve Villier, épicière deux petits poids en plomb, et chez le sieur Raynal, cabattier, deux bouteilles de demi quart, le tout contraires au nouveau système des poids et mesures, et à l'arrêté du Préfet. Cité devant le tribunal de police, la veuve Villier dit :

au régime

Je ne vendais dans ma boutique que des allumettes, que j'achète et vend à petite paquet, aussi je n'ai jamais été soumis au nouveau système des poids et mesures;

Raynal dit : allez faire pas cabaret, je suis content de vendre à pot renversé, sur la porte de ma cave, le vin de ma recette; les bouteilles saillent à mon préjudice ne sont pas des mesures, elles n'étaient pas d'ailleurs dans ma cave, mais sur une table de ma maison, pour mon usage particulier.

Sur ces allégations, un jugement du tribunal de police Dr. Sipeac, du 16 juillet 1834, renvoya le prévenu de la plainte mais ce jugement a été cassé, le 17 Décembre 1834, par un arrêt de la cour de cassation, ainsi concue :

LA COUR

Vu l'article 479, § 3, code pénal; vu aussi le article 11 et 184, cod. d'instruction criminelle, considérant qu'il a été rapporté dans un procès verbal dressé le 3 juillet 1824, par le commissaire de police de Sèvres, que la veuve Vilhie, marchande épicière en cette ville, a dans sa boutique, du poids illégaux réputés faux, et que le sieur Baynal, cabattier, en la même ville, a en dans sa boutique du bauteille de fausse mesure dont il se servait pour le débit de son vin; - que ce fait constituaient des contraventions formelle à l'article 479, § 3, code pénal, punissables de peine de police portée par cet article; que la veuve, ayant été traduite devant le tribunal de police de Sèvres, n'a pas fait valoir pour leur défense, que leur propre allégation, et n'a pas fait valoir affert ni produit de preuve, soit testimoniale, soit écrite, pour détruire la faute contenue audit procès verbal; - que du lors, et par une conséquence nécessaire des art. 11 et 184 du cod. d'instr. Crim., ce fait devait être tenu pour constant, et la personne condamnée aux peines de la loi; - que devant le tribunal de police de Sèvres, par son jugement du 16 juillet 1824, renvoyé le dit Baynal et veuve Vilhie, de la plainte; - cesse.

Extrait du Poids et mesures. - Poinçon. - Règlement.

Journal des lois

mois d'octobre 1828. Les poids et mesures non revêtus du poinçon prescrit par l'autorité locale, mais revêtus du poinçon général de l'état, doivent être considérés comme faux poids et fausse mesure, relativement aux marchands qui les ont dans leur boutique et magasin.

La cour de cassation l'a jugé par arrêté du 9 septembre 1826, ainsi concue.

LA COUR, considérant que, d'après l'art. 13 de la loi du 1^{er} vendémiaire an 4, les poids et mesures doivent être revêtus, non seulement du poinçon général de l'état, mais aussi du poinçon spécial, servant à la vérification locale; - que les poids et mesures ne peuvent donc être considérés comme légaux, si le ne portent point la marque de ces deux poinçons; - qui résulte

De ces Dispositions rapprochées de celles de la proclamation et arrêté cité dans le régulatoire, et du paragraphe 3^e de l'art. 479 du code pénal, que le poids et mesure non revêtue du poingon prescrit par l'autorité locale, pour en constater et maintenir l'exactitude, doivent être considérés comme de faux poids et de fausses mesures, relativement aux marchands qui les conserveraient dans leurs boutiques, magasins et lieux de débit.

Considérant qu'il a été reconnu en fait, par le jugement de la Cour, que les marchands y dénommés, avaient conservé dans leurs boutiques et lieux de débit des poids ou des mesures non revêtue de poingon de vérification annuelle, prescrits par l'autorité locale ; que ces marchands avaient conséquemment envoiée la peine d'amende et de confiscation, portée par le art. 479 et 481 du code pénal ; que néanmoins, le tribunal de police, se fondant sur la loi du 14 aout 1791, et 3 brumaire an 4, où il a condamné quels prêtres inférieurs portés par ces lois ; qu'il a été ainsi faussement appliquée, et au même temps, violé le art. 479 et 481 du code pénal ;
cas de l'intérêt de la loi.

Extrait
du journal des
communes.

Poids et mesures. Detention.

Novembre 1828. La seule présence de poids anciens, non conformes au 7^e Cahier. système légal, même chez un marchand de tissus, qui a le débitant qu'il l'aime, le rend passible de la peine prononcée par l'art. 473 du code pénal contre le détenteur de fausses mesures.

La cour de cassation l'a ainsi jugé par arrêt du 1^{er} Décembre 1827, ainsi convenu.

La cour, par l'art. 479, 3^e, du code pénal, qui punit d'une amende de 11 à 19 francs, ceux qui ont de

9.

Sur les poids ou de fausses mesures dans leurs magasins,
boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les
halles, foires et marchés; ou aussi la loi de vendémiaire
au 18. et le arrêté du gouvernement rendue en exécution
de cette loi, du 27 pluviôse au 6, 16 et 19 germinal et
11 thermidor au 7. d'après lequel tout tel poids et mesure
ancien et autre, non conformes au nouveau système, doivent
être réputé faux.

Attendu qu'il a été reconnu au procès, et constaté par
un procès verbal du commissaire de police, que le sieur
Lachamme, marchand et fabricant à Saint-Maxent, a en
dans son atelier, trois poids anciens, non ajustés au nouveau
système des instruments de pesage, qui en paix étaient
d'une réputation faux, et constituaient le dit sieur Lachamme
en contravention aux dits SP, de l'art. 479 du code pénal,
d'où le peine devaient conséquemment lui être appliquées;—
que, néanmoins, le tribunal de police de Saint-Maxent, a
refusé de le condamner à ce peine, et qu'il a ainsi formellement
violé le dix art., qui a refusé ce peine, d'ailleurs être justifié
par la considération que le tisser fabriqué dans l'atelier
du sieur Lachamme ne se débute point au poids, mais
seulement à l'aine;

Que si cette circonstance pouvait ne pas soumettre le sieur
Lachamme à l'obligation de se pourvoir des poids légers,
utiles pour la vente de ses tissus, il ne l'autorisa ~~à ce~~ pendant
que l'avoit de faux dans son atelier; que l'existence
de ces faux poids dans son atelier le plaçait nécessairement
dans l'application des dispositions générales du dix SP,
de l'art. 479 du code pénal; — Passe.

Poids et mesures. — aine.
excuse.

Extrait Du Journal Du Commerce Point et mesure. aine. excuse.

Novembre 1828

7^e Cahier Un individu convaincu d'avoir fait usage, dans le débit de sa marchandise, d'une aine différente de celle prescrite par le réglement, ne peut être excusé parce que, postérieurement au procès verbal qui en a été dressé, il s'est pourvu d'une aine de mesure légale.

La cour de cassation l'a aussi jugé le 21 mars 1828; voici l'extract de l'arrêt:

La cour, — Sur le chef du jugement relatif à Pierre Beroudelle, revendeur; — attendu qu'il est régulièrement constaté, par un procès verbal de commissaire de police, que cet individu n'était point armé d'une mesure de longueur telle quelle est prescrite par le réglement; que cette contravention n'était non seulement prouvée, mais avouée par le contrevenant, qui ne s'est excusé qu'en déclarant qu'il n'était postérieurement au procès verbal, mis en règle et avait acheté une autre telle quelle est exigée par l'arrêt du Préfet; — qu'une pareille excuse n'était inadmissible; — que bien loin de déclarer la contravention, elle ne corroborait la preuve; — que cependant le jugement, attaqué a admis cette excuse, et a renvoyé l'inculpé de poursuite; — casse le jugement du tribunal de police de Lyon du 29 juillet dernier, au chef seulement, relatif à Beroudelle.

Extrait Du Journal Du Commerce Point et mesure. pharmacien. excuse.

Decembre 1828

8^e Cahier Un pharmacien n'est pas tenu d'avoir une peine, lorsque, conformément à l'arrêt du Préfet, il a sorti des mesures anciennes pour la prescription.

C'est ce que la cour de cassation a jugé par arrêt du 21 mars 1828, aussi conçu.

Par Cour. — Attendu que le jugelement attaqué reconnaît en faveur que Vandie, pharmacien, ne se livre à aucun commerce d'épicerie, qu'il ne fait usage d'aucun poids, que pour la prescription, et que cet usage est positivement autorisé par l'arrêté du Préfet de l'Isère, en date du 23 mars 1824; — Recette le jourvoi du ministère public.

Extrait du
Journal des
communes

Poids et mesures. Préfet. Arrêté. attribution.

1828.
9 cahier

Un Préfet a le droit de prendre un arrêté qui enjoint à tous les marchands de soie de son département de se munir d'instruments de pesage, conformes à un tableau dressé à cet effet.

Ainsi jugé par arrêté de la cour de cassation, du 30 mai 1828, rendu en ces termes:

Par Cour. — Vu le art. 1. 2. 3. et 5. titre 11 de la loi du 16-24 aout 1790, et l'art. 16, titre 11 de la loi du 22 juillet 1791; — Considérant qu'au terme des dispositions ci-dessus rappelées, les contraventions au règlement administratif qui ont pour objet la surveillance de la fidélité du poids des marchandises qui se vendent aux poids et à la mesure, doivent être punies d'une peine de police; que la dite peine a été déterminée par les articles 600. et 606 de la loi du 3 brumaire an 4; que par un arrêté du 19 février 1828 et 19 novembre 1826, rendus pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures, le préfet du Gard a prescrit aux marchands de soie en gros et en détail du département du Gard, de se munir des instruments de pesage conformes à ceux qui sont désignés dans le tableau annexé aux dits arrêtés; que, de lors, cet arrêté portoit sur une matière touchant

Laquelle l'administration est autorisée à faire des règlements, dont l'infraction est punie de peines portées aux dispositions de la loi ci-dessus rappelée de 1790 et 1791; - considérant que résulte soit du procès verbal du commissaire de police de la ville d'Alais, soit du jugement attaqué, que Jacques Francezon, Jean Puech, fabre et Jean Chomar Casimir Féline, marchands de soie à Alais, n'étaient point munis des instruments de pesage prescrits par le dite arrêté et le tableau s'y annexé, que les susnommés se trouvaient donc en contravention avec arrêté ci-dessus rappelé, et que cette contravention devrait être punie des peines de police prononcées par les arts. 600 et 606 de la loi du 3 brumaire an II; - que de lors le tribunal de police d'Alais a contourné aux dispositions de la loi précitée, en renvoyant de la plainte H. Francezon, J. Puech, fabre et J. C. Féline; - Cesse le jugement du tribunal de police d'Alais, du 29 avril 1828.

Extrait
comme écrit

Poids et mesure. possession. usage.

Le secrétaire monsieur [il est difficile de lire le nom] a simple possession de faux poids et fausse mesure est une contravention de la compétence des tribunaux de simple police, autre forme d'une contravention de la compétence des tribunaux correctionnels. Mais l'emploi et l'usage de fausse mesure ou faux poids à l'effet de tromper la acheteuse sur la quantité de la chose vendue, est un délit de la compétence des tribunaux correctionnels.

La cour de cassation l'a jugé par arrêt du 22 aout 1828.

Par contre, attendu que le deux premiers ont été traduits devant le tribunal de simple police, pour avoir fait emploi et usage d'une fausse mesure et trompé la acheteuse sur la quantité de la chose vendue; que ce fait était puni et puni par l'art. 423 du code pénal, qui constituait un délit de la compétence des tribunaux correctionnels et que c'est pour raison que le tribunal de simple police résultant de la simple possession d'une fausse

Mesure; que c'est qu'à cette contravention que s'applique la partie du jugement qui le relaxe de la poursuite; que cette abrogation est étrangère au délit d'avoir trompé les acheteurs par l'emploi d'une mesure; que la prémition, qui tend à ce délit, continue à subsister, sauf aux termes du comité des statuts; - R. 1828.

Poêts et MESTIERS. Sac. Seine.

Extrait Je fais d'avoir exposé en vente du blé dans la sac qui ne contenait pas l'hectolitre, sur un marché où le blé se vend comme le blé à la mesure faite, ne constitue pas le délit prévu par le article 423 et 424. Code pénal.

La cour de cassation l'a jugé par arrêt du 18 avril 1828, ainsi conçue:

La Cour: - Vu la requête en référément de jugement présenté par le procureur général près la cour royale de Bordeaux, et la partie y jointe; - vs les art. 423, 424. et 479. Code pénal; Attendu que Jean Taillifer fut puni par un procès verbal du maire de la Roile, du 27 octobre 1827, d'avoir exposé et mis en vente sur le marché de la Roile, du blé qui ne contenait pas l'hectolitre, quoique suivant le procès verbal, le blé se vendait à la mesure faite; que Taillifer fut traduit devant le tribunal correctionnel de la Roile, qui par jugement du 21 décembre 1827, le condamna sur ce que Taillifer n'était pas tenu que d'une contravention d'un simple fait, punie de l'art. 79, n° 3, Code pénal, fut déclaré inconvénu; - que ce jugement ayant passé en force de chose jugée, le prévenu fut traduit devant le tribunal de simple police de la Roile; que le ministère public conclut à l'acquittement de l'accusé, sur le motif qu'un sac ne pouvoit être regardé comme une mesure, et qu'aucun acte de l'administration n'en déterminait la capacité; - que examinons

Le tribunal de police, considérant que le prisonnier était passible de la peine portée par l'art. A. 24, soit déclaré incomptable par jugement du 1^{er} février 1828, passé en termes suivants: qu'en effet, y ayant dans la même affaire deux jugements contraires, passé l'un le 1^{er} et l'autre le 2^{me} en faveur de chose jugée le cours de la justice est interrompu et qu'il importe de le rétablir; — attendu que le fait dont Caillefer est prisonnier tente point d'au^r l'application des art. A. 23 et A. 24 du code pénal, qu'il en seroit prisonnier et puni que par l'art A. 79 du code pénal. S'il étais jugé qu'un tel droit doit étre considéré comme une mesure, et qu'il ne seroit alors que de la compétence du tribunal de simple police; — Sans avoir égard au jugement rendu par le tribunal de simple police de la Roile... — Beurois les parties devant le tribunal de simple police du canton de Mousqueta, pour être, s'il y a lieu, fait application de l'art A. 79 du code pénal.

Extrait
Du journal
de l'comm^e

Poids et mesures. contravention.— compétence.

Fevrier 1829.

Un R^ejeté a le droit de prendre un arrêté qui détermine le poids que doivront avoir des paquets de chandelle et le papier qui leur sera développé.

La contravention à ce arrêté est de la compétence du tribunal de police.

Denizet et Bozard, ayant mis en vente des paquets de chandelle garnis de papier et de ficelle dont le poids excéde celui voulu par un arrêté du préfet, furent traduits, comme coupables de vente à faux poids, devant le tribunal correctionnel de Fontainebleau qui les déclara incomptables, attendu que ce fait ne constituait pas le délit reproché. Le tribunal de simple police, taise de la contravention, se déclara également incomptable.

Le 12 juillet 1828, la cour de cassation, statuant en réglement de jugé, a rendu l'arrêté suivant.

DECIDE - Attendu que la cour de la justice se trouve interrompue, et qu'il importe de la rétablir; - attendu que le fait qui suit de base aux poursuites en constitue qu'une simple contravention aux arrêtés du Préfet de la Seine et Seine-et-Marne, qui ont déterminé le poids qui devraient avoir les paquets de chandelle et le papier qui leur seraient enveloppés, que ces arrêtés ont été pris dans le limite tracé par le N° 6 de l'art. 3, loi 11 de la loi du 24 aout 1790; que la infraction à ces arrêtés son d'être punie de la peine de police déterminée par l'art. 606 du code du 3 brumaire an 16; - qu'on ne saurait voir dans le fait reproché aux prévenus le délit prévu par l'art. 423 du code pénal, puisque, dans la vente qu'ils ont faite, il n'a été fait emploi d'aucun faux poids; - statuant en réglement du jugé: - renvoie devant le tribunal de simple police de Nemours.

Extrait
du journal des
communes.
Avril 1829.

Marque annuelle

art 40.

Poids et Mesures - vérification - arrêté préfectoral.
un Préfet peut, par un arrêté, ordonner à tous marchands de faire tous les ans vérifier les Poids et les Mesures dont il font usage, ou doit considérer comme faux poids dans le sens de l'art. 479. § 3. du code pénal, les Poids et les Mesures qui n'ont pas été soumis à cette vérification annuelle. La Cour de cassation a jugé, par deux arrêts du 13 novembre 1828, dont l'un est ainsi concu: - la Cour, du l'art. 479. du Code pénal, la loi du 1^{er} Vendémiaire an 4, et les arrêtés du 13 Brumaire et 29 prairial an 9, rendus pour son exécution; - attendu qu'un arrêté du Préfet de l'Orne, portant règlement sur les Poids et Mesures, assujettissait à la vérification annuelle par son art. 3, tous ceux qui, dans leur Commerce ou profession, font usage de Poids ou de Mesures; - attendu que le Sieur Gambon est commissaire en Soierie; qu'ainsi que cela résulte du jugement attaqué, il fait parfois usage de Poids dans son Commerce, pour reconnaître la qualité intrinsèque des étoffes; - que dès lors la subtile disposition de l'arrêté du Préfet de l'Orne lui était applicable; - attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier qu'il a été trouvé dans les Magasins du Sieur Gambon, des poids qu'il n'avait pas fait rester du point d'annuel. Dans le décret précédent par l'arrêté du Préfet; - attendu que, par les

BIB Cnam
RESERVE

Lois & arrêts ci-dessus rappelées, les Poids avec poinçonnées sont
Reputés faux et illégaux; - attendu que le Sieur Gambon avait
dès-lors encouru la peine prononcée par l'art. 479. du Code pénal;
§5. Contre ceux qui auront de faux Poids ou de fausses Mesures -
Dans leurs Magasins, boutiques, ateliers ou Maisons de Commerce, et qu'en
n'appliquant pas ladite peine, le tribunal de police, par son jugement
du 3 Septembre 1828, est contrevenu aux dispositions du dit article;
Cesse ce jugement.

Extrait du journal
des Communes
Octobre 1829.

Poids & mesures - Possession - Expédition à l'étranger.
Décret.

Yoyez de la 1^{re} page
autre arrêt concernant
probablement les
mêmes personnes
et qui feront
en opposition
avec celui ci contre

Les dispositions de loi ^{qui} garantissent la possession de Poids non-contrôlés & de mesures non conformes à celles actuellement prescrites, ne sont point applicables au cas où ces poids & mesures sont trouvés chez un marchand, pour être expédiés à l'étranger, en vertu d'une commande qui lui a été faite.

C'est ce qui a été jugé par les trois sections de la cour de cassation, réunies en audience solennelle, le 17 Janvier 1829.

La Cour: - Attendu, en fait, qu'il a été constaté par le jugement attaqué du tribunal de simple police de Villefranche département du Rhône, que les mesures saisies chez les Sieurs Granger, Verron, Marchands quincailliers à Lyon, étaient destinées pour une expédition à l'étranger, et qu'elles faisaient partie d'une commande faite par un marchand du pays de Gaud; - qu'ainsi, les dispositions des lois relatives aux poids & mesures n'étaient pas applicables à l'espèce dont il s'agit, et qu'en renvoyant les dits Granger & Verron de la plainte contre eux portée, le tribunal de police de Villefranche n'a violé aucune loi; Par les motifs; - Rejette.

Poids et mesures. - Detention. - récidive. - Compétence.

Un tribunal de simple police est compétent pour connaître de la contrefaçon imputée à un marchand, dans la boutique duquel on a trouvé de faux poids, encore bien qu'il y ait triple récidive de la part de ce marchand, lorsqu'il n'est pas prouvé que celui-ci a fait usage de ces faux poids.

Cette question a été jugée par arrêt de la Cour de cassation du 14 aout 1829. Rendu sur le pourvoi formé par M. le procureur général près cette Cour, dans l'intérêt de la loi. Voici le réquisitoire de ce magistrat :

De faux poids ont été trouvés dans la boutique de la veuve Thomin, Marchande bouchère, elle a été traduite devant le tribunal de simple police qui a prononcé en ces termes : attendu que la présence a pour habitude de rendre à faux poids, puisque deux précédents jugements ont déjà été rendus contre elle, par le même tribunal, pour même contrefaçon, et dans les douze mois ; qu'une première et deuxième lésion ne peuvent suffire pour la corriger de ce défaut ; disons ne pourvoir connaître de cette affaire en triple récidive dans l'année ;

Vu l'art. 160 du code d'instruction criminelle, renvoyons la présence devant M. le procureur du Roi, avec inventaire tant des pièces de la procédure que de celles de constitution, pour y être jugée conformément à la loi. Diverses réserves :

Il faut d'abord observer, sur ce jugement, que ce n'est pas tous le point de vue de l'habitude de rendre à faux poids qu'il faut le considérer : car, s'il s'agissait véritablement de l'usage de faux poids, Nul doute que la malice ne fut correctionsnelle ; mais le procès verbal porte seulement, qu'il est présumable que la veuve Thomin l'en soit. Dès lors, le tribunal de simple police était compétent, et il ne reste plus qu'à examiner si, parce qu'il y a triple récidive, il a cette de l'éteindre la loi ne distingue pas, en fait de récidive, et qu'il n'en soit le nombre, c'est toujours la récidive qu'il faut punir le considéré, etc.

La Cour : Vu le réquisitoire du procureur général en la Cour, statuant sur ce réquisitoire, et adoptant les motifs qui y sont énoncés ; cette, dans l'intérêt de la loi, etc.

Extrait du Journal
des Communes

du 15 Octobre 1829

au

12^e Cahier

art. 183.

Faux poids. possession. - Excuse.

Le possesseur de faux poids ne peut être exempté de la peine portée par les articles 479, 8^e 5 et 481 du code pénal, sous le prétexte que cette différence dans les faux poids ne prouverait pas de l'intention de tromper.

C'est ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de cassation du 28 octobre 1829.

La Cour. — Du les art. 481, 479, 8^e 5 et 65 du code pénal, et l'art. 161 du code d'instruction Criminelle, du le procès verbal dressé par l'un des commissaires de police de Rennes, qui constate qu'il s'est trouvé chez Yves Gicquel, marchand épicer, un quart de kilogramme, ou demi-livre, divisé en cuivre, qui a présenté dans ses diverses fractions, une diminution de 114 grains au dessous du poids légal; — attendu que ce fait n'a point été reconnu par le jugeement attaqué, qui n'est établi, par conséquent, du dessein du tribunal de police d'appliquer au prévenu, reconnu possesseur de faux poids et de fausses mesures, les peines portées par les art. 481 et 479, 8^e 5 du code pénal;

attendu, néanmoins, que le tribunal s'est abstenu de prononcer ces peines, sous prétexte que la différence très légère, qui existe entre les poids et l'échelon du vérificateur, provient de l'emploi de ces poids, et non du fait exprès de l'inculpé dans l'intention de tromper les consommateurs; que le cuivre est un métal susceptible d'alteration sensible, par l'action de l'air, et du frottement même involontaire;

attendu qu'en admettant de pareils prétextes, le tribunal a créé arbitrairement, des faits excusés non admis par la loi; qu'en se refusant à reprendre une contrevétoire manifeste, qui avait pour effet de protéger un gain illégitime au débiteur, et de tromper la bonne foi des consommateurs, il a violé l'art. 65 du code pénal, les art. 481, et 479, 8^e 5 du code pénal; ainsi que l'art. 161 du code d'instruction Criminelle; par ces motifs, — Casse le jugeement du Tribunal de police de Rennes, du 24 juillet dernier.

fin du deuxième volume.

Jugement de Police formes de l'acte d'appel.

L'acte d'appel d'un jugement de simple police peut être formé par une déclaration faite au greffe de la justice de paix, dans le délai utile, et conformément à l'art. 203 du code d'instruction Criminelle, relatif à l'appel des jugements de police correctionnelle.

Cette question a été décidée par arrêt de la Cour de cassation, rendu en la chambre criminelle, le 6 aout 1829, en ces termes :

La Cour, statuant sur le pourvoi du ministère public, contre un jugement du tribunal correctionnel de Sens, en date du 1^{er} Septembre 1828, quant à la partie qui, contrairement aux art. 174 du code d'instruction criminelle, et 498 du code procédure civile, aurait déclaré acte d'appel régulier, l'acte remis au greffe de la justice de paix de Bergères, le 21 octobre suivant.

attendu que si l'appel émis par F. Jouy, du jugement rendu contre lui par le tribunal de simple police de Bergères, le 9 septembre 1828, n'a été formalisé que par une simple déclaration faite au greffe de la justice de paix du canton de Bergères, dans le délai utile, et reçue par le greffier, il l'a été conformément aux dispositions de l'art. 203 du code d'instruction criminelle sur la déclaration d'appel des jugements de police correctionnelle,

qu'aucune disposition législative spéciale n'a prescrit que l'appel d'un jugement de simple police serait interjeté, conformément aux dispositions du code de procédure civile

qu'il résulte même, clairement, de la rédaction de l'art. 174 du code d'instruction criminelle que l'appel ne doit pas être interjeté, mais suivi et jugé dans les mêmes formes que les appels des sentences des justices de paix.

que dès lors l'appel interjeté dans l'espèce était aussi régulier, qu'il était recevable, et qu'en le jugeant ainsi, le tribunal correctionnel de Sens a fait une juste application de l'art. 174 code d'instruction criminelle, et n'a violé aucune loi; — rejette.

~~Possesseur de faux poids... comme quoi.~~

quoique la différence existante dans les poids tranchés chez un marchand ne proclame pas de l'intention de tromper, un tribunal ne peut décliner d'appliquer au possesseur de ces faux poids les peines portées par les articles 481 et 479. n° 5 Code pénal.

Résolu par la Cour^e de Cassation, Chambre Criminelle, le 28 août 1829. — La Cour^e a fixé les art. 481, 479, n° 5 et 65 du Code pénal et l'art

Extrait du
J^ez^e des Communes
Aout 1830.
3^e Année; 8^e
Cahier
nn

Tisserands = doivent avoir des Poids & Mesures

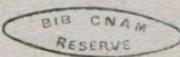
N^e 80

arrêt de la Cour de Cassation du 4 mars 1830.

La Cour ; — Vu les art. 3, 8, 5 de la Loi du 24 aout 1790, tit. 11 ; les art. 600 & 606 du Code du 3 brumaire an 4 ; — attendu que l'art. 5 de la Loi de 1790, précité, punît d'une peine de police la contravention aux règlements des admin^{me} municipales sur les objets de police ; que l'art. 3 de la même Loi a confié à leur vigilance et à leur autorité ; que parmi ces objets de police le N^o. 4 du 3^e art 3 désigne l'inspection sur la fidélité dans les actes de l'industrie commerciale qui se font au poids ou à la mesure ; que les arrêtés des Préfets qui ont pour objet d'assurer la vérification périodique des poids & mesures, afin d'en maintenir l'exactitude, rentrent donc dans la classe des règlements de police qu'ils ont le pouvoir de faire, et dont la législation est punie par la peine portée aux art. 600 & 606 du Code du 3 brumaire an 4 ; — attendu que dans l'espace, les arrêtés du Préfet du Gers en date des 28 juin 1827 & 1^{er} juin 1828, assujettissent les tisserands à avoir des poids & des mesures & à les faire l'envisiter périodiquement ; que le juge en ait attaqué à relâché les tisserands présumus d'avoir contravenu à ces arrêtés, par le motif que leur profession n'exige pas l'emploi de poids & de mesures, lors que néanmoins il reconnaît qu'ils les servent quelquefois & qu'il s'appuie sur des Certificats de maire qui constatent cet usage ; — D'où il résulte qu'en décidant que les arrêtés du Préfet du Département du Gers n'étaient pas obligatoires pour les tisserands, le juge en ait

21

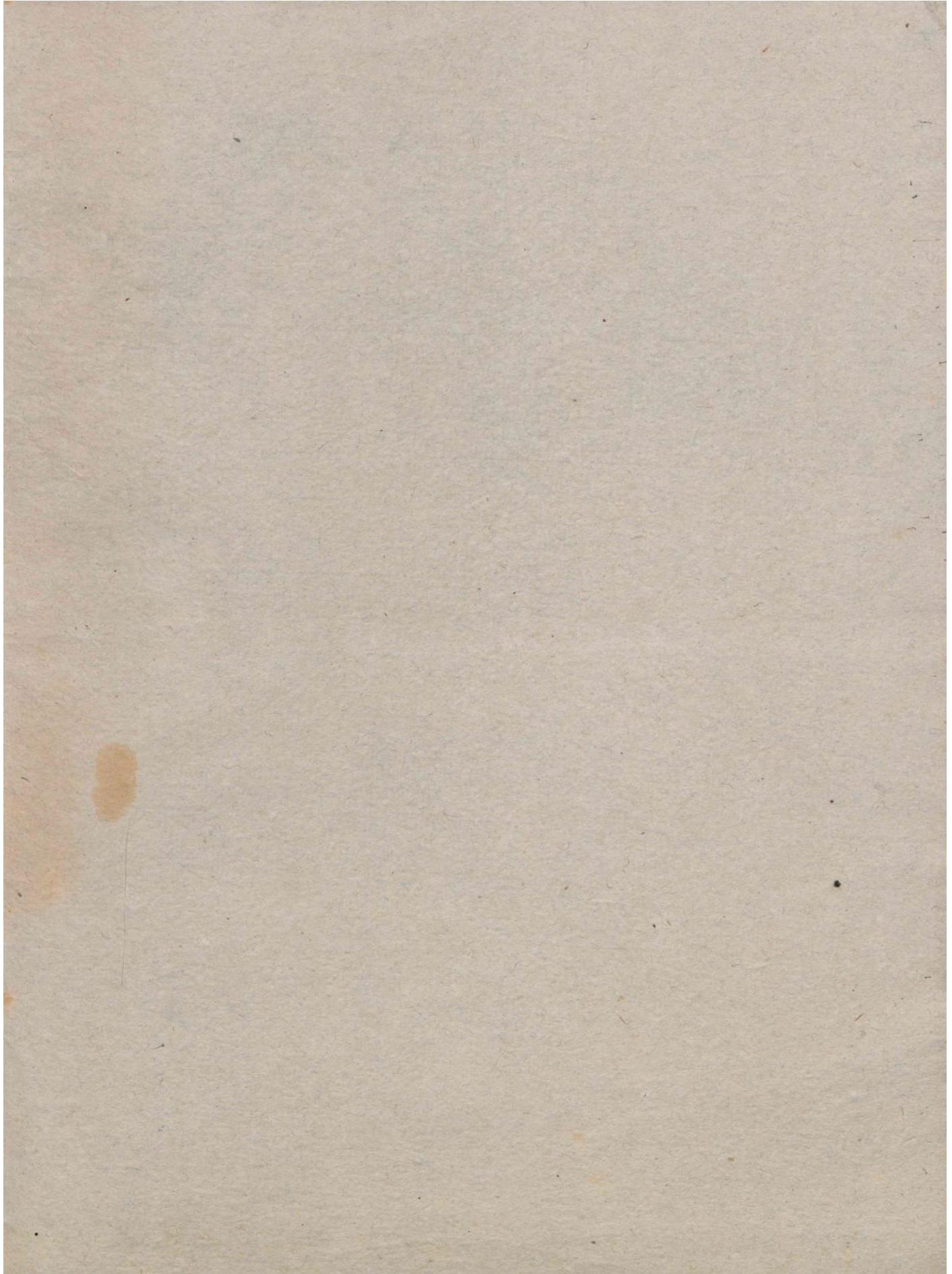
attagé à commettre un excès de pouvoir & violé les art. 600 & 606 du code
du 3 Brumaire au 4 ; - par ces motifs ; - Cassé le jugement du
Tribunal de police correctionnelle de Miranda le 31 Juin 1829.



22

26

25



Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires



Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires